

D É C R E T

N.° 2319:

D E L A

CONVENTION NATIONALE,

Du 24.^e jour de Germinal, an second de la République Française,
une & indivisible,

*Portant qu'à compter du 1.^{er} Floréal les Rentes sur
l'Hôtel-de-Ville de Paris seront payées, à Bureau
ouvert, par la Trésorerie nationale.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu
le rapport du comité des finances, décrète :

A R T I C L E P R E M I E R.

À compter du 1.^{er} floréal prochain, les payeurs &
contrôleurs des rentes dites *de l'hôtel-de-ville de Paris*,
cesseront le paiement des rentes & intérêts dont ils étoient
chargés.

I I.

Les commissaires de la trésorerie nationale feront vérifier,
le 1.^{er} floréal prochain, les caisses des payeurs des rentes, &
ils feront verser de suite les fonds qui s'y trouveront, dans la
caisse de la trésorerie nationale.

I I I.

Les arrérages des intérêts & rentes qui sont dûs, & qui
étoient payés par les payeurs des rentes, seront acquittés à
compter du 1.^{er} floréal prochain, à bureau ouvert, par
la trésorerie nationale, à la charge par les créanciers de

Case
folio
TRC
2814/3

TRC
LIBRARY

fournir une seule quittance, dans l'ancienne forme, pour toutes les sommes qui leur seront dûes, & un certificat du payeur qui aura fait le dernier paiement, qui constatera ce qui est dû, lequel certificat sera suivant le modèle n.º I.º joint au présent décret.

I V.

Le directeur général de la liquidation fournira de pareils certificats pour les parties dont il formoit des états qu'il envoyoit aux payeurs, & dont il cessera l'envoi.

V.

Pour accélérer & simplifier le paiement des rentes & intérêts, les propriétaires ne seront tenus que de fournir un certificat suivant le modèle n.º II, qui sera fourni par les maire & officiers municipaux, visé par les directoires de district; & à Paris, par les comités civils des sections, visé par le directoire du département.

V I.

Les certificats de résidence, de non émigration, du paiement des contributions, qui sont délivrés jusqu'à ce jour, pourront servir jusqu'à leur surannation.

V I I.

Les commissaires de la trésorerie veilleront à ce que les payeurs des rentes ne mettent aucun retard à la délivrance des certificats qu'ils doivent fournir en exécution du présent décret; ils recevront les plaintes qui pourroient être portées à ce sujet, & ils en feront le rapport au comité des finances.

V I I I.

Le présent décret sera imprimé dans le bulletin de demain.

N.^o I.^{er}.*MODÈLE du Certificat du Payeur des Rentes.*

RENTES nationales payées à Paris (*Mettre le numéro du Registre & le produit net de la Rente.*)

Je soussigné payeur (mettre le nom du payeur) certifie que (mettre les nom & prénom du rentier) a droit de (mettre en toutes lettres le montant net de la rente); que les arrérages lui en sont dûs depuis le (mettre l'époque en toutes lettres & sans surcharge) jusqu'au premier vendémiaire; (énoncer s'il y a des oppositions ou s'il n'y en a pas, & s'il y en a, il faut mettre la date & les noms de l'opposant: si l'on touche par procuration, il faut aussi énoncer la date & les noms du procureur.)

N.^o I I.*MODÈLE du Certificat de résidence, de non émigration, non détention, & d'existence.**DÉPARTEMENT de**DISTRICT de**COMMUNE de*

Nous (indiquer si ce sont des officiers municipaux ou des membres des comités de section qui délivrent le présent certificat) sur l'attestation de (mettre les noms, surnoms & demeures de trois citoyens résidant dans la commune ou section) & que nous déclarons bien connoître;

Certifions que (mettre les nom, prénom, demeure, & date exacte de naissance) s'est présenté devant nous ce jour d'hui; qu'il réside en France depuis le premier mai 1792 jusqu'à présent, sans

⁴
interruption ; qu'il n'est pas sur la liste des émigrés, & qu'il n'est point
détenu pour cause de suspicion ou de contre-révolution.

Certifions en outre que ledit (mettre le nom du demandeur)
nous a présenté en bonne forme,

1.^o Sa quittance d'imposition mobilière de 1792. & trois
années antérieures ; 2.^o celle de toute sa contribution patriotique.

Suit le signalement du citoyen.

FAIT à la (commune ou section) le (date du mois) de
l'an de la République une & indivisible.

Nota. Ce certificat doit être signé, 1.^o par le requérant ; 2.^o par trois
témoins ; 3.^o si c'est à Paris, par deux membres & le secrétaire du comité civil
de la section ; ensuite il sera visé & vérifié par le directoire du département ;
4.^o si c'est dans les autres départemens, il sera signé par deux officiers municipaux
& le secrétaire-greffier de la commune ; 5.^o il doit être visé par deux
membres du directoire du district dans le cours de la décade, & enregistré
dans la décade du visa.

Le présent sera sur papier timbré, & sujet aux droits
d'enregistrement.

Visé par l'inspecteur. Signé CORDIER.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la
Convention nationale. A Paris, le 6 Floréal, an second de
la République une & indivisible. Signé TREILHARD, ex-
président ; CH. POTTIER & MONNOT, secrétaires.

Pour copie conforme :

Le Commissaire des Administrations civiles,
Police & Tribunaux.